

Communauté d'Afrique de l'Est – Soudan du Sud



Par le SER de Nairobi

Le secteur de l'eau au Soudan du Sud

Le Soudan du Sud dispose de ressources en eau abondantes mais inégalement réparties, provoquant sécheresses, inondations et un accès limité à l'eau potable. Depuis l'indépendance, les progrès sont minimes, surtout en zones rurales où 10 % de la population utilise encore des sources non améliorées. La compagnie publique SSUWC, à faible couverture, est complétée par des acteurs locaux et privés. Le secteur souffre de capacités techniques, humaines et financières limitées, malgré un cadre institutionnel solide. Fortement dépendant de l'aide humanitaire, il s'appuie notamment sur l'UNICEF et ses programmes Rural et Urban WASH, soutenus par plusieurs bailleurs.

Des ressources en eau abondantes à l'accès limité et inégal

Des ressources abondantes mais inégalement réparties. Le Soudan du Sud dispose de 3936 m³ d'eau renouvelable par habitant et par an, un niveau théoriquement bien supérieur au seuil de stress hydrique. Le pays ne prélève que 4,23 % de ses ressources, mais il dépend fortement du bassin du Nil, qui concentre la majorité des eaux de surface et souterraines. La disponibilité reste très variable : sécheresses récurrentes dans le sud et le nord-est, inondations fluviales massives dans les régions centrales et orientales, alimentées par les grands fleuves. Avec environ 900 mm de précipitations annuelles, les déséquilibres saisonniers et géographiques demeurent un défi.

Un accès à l'eau potable encore très limité, avec de fortes inégalités territoriales. Entre 2011 et 2020, l'accès aux sources d'eau basiques a progressé en ville (52 % à 70 %) mais reculé en zone rurale (39 % à 34 %), où vit plus de 80 % de la population et où 10 % dépendent encore de sources non améliorées, révélant l'insuffisance des infrastructures.

Un enjeu humanitaire et sécuritaire majeur. Pendant la saison sèche, 15 % des ménages doivent marcher plus d'une heure pour s'approvisionner. L'accès varie aussi paradoxalement durant la saison pluviale, les précipitations abondantes rendant certaines zones encore moins accessibles. Ces irrégularités hydrologiques, combinées à un faible accès à l'eau potable, alimentent les crises sanitaires et aggravent la vulnérabilité humanitaire. L'eau devient ainsi une source de tensions, attisant les conflits communautaires et provoquant des déplacements de population. La gestion durable et équitable de la ressource constitue donc un impératif vital pour la stabilité du pays.

Un réseau de distribution limité et des capacités institutionnelles fragiles malgré le soutien des bailleurs

L'État reste l'acteur central mais insuffisamment préparé. La gestion du secteur de l'eau au Soudan du Sud repose sur le ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation, chargé des politiques et de la planification, appuyé par le Water Council, organe consultatif réunissant acteurs publics et privés. La *South Sudan Urban Water Corporation* (SSUWC) assure la distribution dans six villes, mais la couverture reste très faible : 2 % à Djouba, 13 % à Wau et 44 % à Malakal. D'autres centres urbains dépendent de sociétés locales ou privées, accentuant les disparités. Face à ces limites, des initiatives émergent, comme la création en 2021 du *Water Institute for South Sudan* par l'ONG locale WFS et le consortium W12, soutenu par l'UNESCO. Cet institut vise à renforcer les compétences humaines et améliorer le contrôle de la qualité de l'eau selon les standards WASH définis par l'UNICEF et l'OMS. Malgré ces efforts, le secteur demeure marqué par un déficit technique, humain et financier qui le rend fortement dépendant de l'aide humanitaire.

Un cadre stratégique pertinent mais difficile à mettre en œuvre. Le pays s'est doté d'un cadre institutionnel solide, articulé autour de plusieurs documents clés, dont la *National Water Policy* de 2011, qui promeut une gestion intégrée des ressources en eau, et le *WASH Strategic Framework*, qui fixe l'objectif d'un accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Toutefois, ces ambitions se heurtent à plusieurs obstacles :

institutions fragiles, financements limités et capacités locales insuffisantes pour assurer la mise en œuvre et la pérennité des infrastructures. Ce décalage entre la vision stratégique et les moyens disponibles explique en grande partie la persistance des déficits en matière de distribution et d'accès à l'eau.

Un secteur largement soutenu par les partenaires internationaux. L'UNICEF joue un rôle central à travers ses programmes *Rural WASH*, axés sur l'amélioration de l'accès à l'eau et aux installations sanitaires dans les zones rurales, et *Urban WASH*, concentré sur la réhabilitation des réseaux dans les grandes villes comme Djouba, Wau et Malakal. Plusieurs bailleurs soutiennent ces efforts : la Banque africaine de développement, la JICA, la coopération allemande via la KfW et les Pays-Bas. La Banque mondiale appuie également la création d'une plateforme de concertation destinée à améliorer la coordination des donateurs et à favoriser le cofinancement. Ce soutien international, vital pour le pays, compense la fragilité des institutions nationales et permet de maintenir une continuité minimale des services essentiels liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.